

Le déficit commercial des produits de la mer : quels enjeux ?

Le déficit du commerce extérieur des produits de la mer est un sujet de préoccupation général, pour l'administration comme pour la profession et la recherche. Dès la création d'IFREMER, son Président, M. SIL-LARD faisait de ce problème l'un des paramètres majeurs d'orientation de l'Institut, en demandant dès 1984 aux équipes de chercheurs de lui fournir une vue complète et détaillée de la valorisation des produits de la mer en France. L'objectif assigné à ce travail était double : évaluer la marge de manœuvre de la France et asseoir une politique de recherche devant contribuer à améliorer cette marge de manœuvre.

Le déficit du commerce extérieur des produits de la mer est un problème important, durable, structurel, auquel il est envisageable d'apporter des solutions partielles. Il est un problème national, donc gouvernemental ; mais il ne permet pas de juger de la santé économique du secteur des pêches et cultures marines. Son importance même tend à masquer celle des enjeux que représente la gestion du secteur des pêches et cultures marines, un peu comme un grand arbre cachant une forêt, ce que nous voudrions tenter de montrer dans ce bref article qui ne prétend pas, loin de là, épuiser le sujet.

Les produits et le secteur

Les données relatives au déficit des produits de la mer sont connues : un accroissement constant du déficit, en dépit du fait que les exportations augmentent plus vite que les importations.

Une consommation nationale élevée, mais dont la croissance est faible, voisine de 1,4 % par an, consommation qui s'oriente plutôt vers des produits élaborés.

Une production nationale qui est stable depuis dix ans, mais dont la valeur a augmenté. Cette production est principalement commercialisée en frais, ce qui constitue une bonne valorisation pour les pêcheurs.

Des industries de transformation contraintes de faire largement appel aux importations de matière première pour produire.

Si on examine la structure du déficit, deux catégories de produits sont repérables, ainsi que l'indiquait M. le Secrétaire d'État à la mer, M. GUELLEC au SIAL : des produits absents de notre production, tels que saumon et crevettes, et des espèces présentes dans nos eaux mais non produites en quantité, telles que sardine, maquereau ou moules.

Les espèces présentes dans nos eaux ne sont pas exploitées comme elles pourraient techniquement l'être. Il convient de se demander quels blocages ou contraintes, qui ne sont ni techniques, ni biologiques, pèsent sur ces productions en France.

Les espèces absentes de nos eaux sont précisément celles qui ont fait l'objet d'importants efforts de recherche aquacole : saumon, crevettes notamment.

Le déficit des produits de la mer est donc un déficit commercial, et non un déficit de production qu'il serait possible de combler. Il résulte d'un trop grand appétit des consommateurs plus que d'un "manque à pêcher". De même la meilleure volonté n'empêchera pas la France d'importer du pétrole ou du café.

Mais le commerce extérieur des produits de la mer est-il bien le commerce extérieur de la pêche et des cultures marines ? Le tableau 1 montre la place relative des produits dans le commerce extérieur du secteur. Pour évaluer celui-ci, il conviendrait de prendre en compte tout ce que consomme le secteur en vue de produire, et tout ce qu'exporte le secteur en dehors des produits.

Pour une autre approche du déficit

Le déficit commercial des produits de la mer est une notion comptable : les définitions sur lesquelles il repose donnent une vue partiellement tronquée de la réa-

ÉLÉMENTS CONSTITUANT LA BALANCE EXTÉRIEURE DE LA BRANCHE PÊCHE ET CULTURES MARINES.

Tableau 1

PRODUCTIONS :

- Produits frais
- Produits congelés
- Conserves
- Sous-produits
- Molécules à haute valeur (cosmétiques, pharmacie, algines...)

NAVIRES ET USINES :

- Coques
- Gréements
- Matériel électronique
- Moteurs
- Appareils
- Machines (fileteuses...)

INTRANTS :

- Carburant
- Lubrifiants
- Pièces détachées

COMMERCIALISATION :

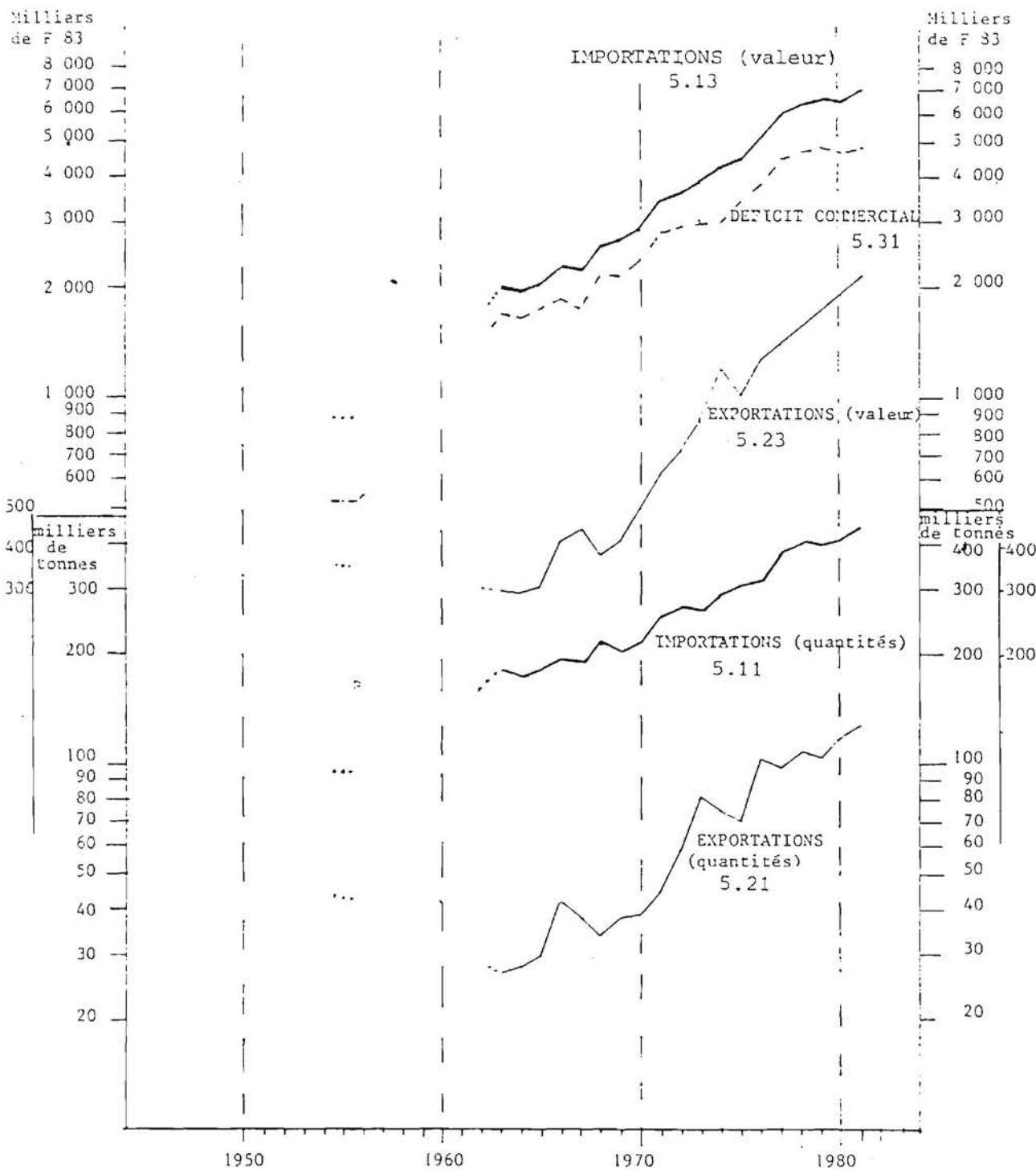
- Conditionnement
- Stockage
- Transport

SERVICES :

- Savoirs-Faire
- Consultance
- ...

FLUX FINANCIERS :

- Rapatriement de bénéfices (joint-ventures, implantations à l'étranger...)
- Investissements à l'étranger
- Assurances



COMMERCE EXTERIEUR DES PRODUITS DE LA MER (a)

5.11 - Quantités importées

5.13 - Valeur des importations (en francs 1983)

5.21 - Quantités exportées

5.23 - Valeur des exportations (en francs 1983).

5.31 - Solde commercial (en francs 1983).

(a) Y compris les produits d'eau douce; farines, graisses et algues marines exclues.

Source : Statistique des pêches maritimes (de 1963 à 1974), CCPM (rapport sur le commerce extérieur des produits de la pêche).

Soutien à l'accroissement de production

— Actions visant à favoriser directement des accroissements de production ; recherches aquacoles et repérage d'espèces exploitables telles que les bivalves en Manche Ouest.

— Exploitation et mise au point de nouveaux modes de valorisation des ressources : tel est le cas des recherches en technologie des produits, notamment de celles relatives à la trituration des protéines (surimi) et aux molécules à haute valeur (les dernières, devenant parfums, cosmétiques ou médicaments, échappent à la balance "produits de la mer"). On peut également citer les recherches sur le conditionnement et le traitement des produits à bord.

Amélioration des conditions de production

— En amont, actions de recherche technologique (navires, engins...) permettant

à la fois d'accroître la productivité des entreprises et si l'industrie suit, d'améliorer la part française dans les intrants.

— Recherche en technologie aquacole,
— Suivi des activités de pêche et de cultures marines permettant la fourniture d'avis lorsque surgissent des problèmes.

Exportations

Enfin, IFREMER est exportateur, de techniques et de savoir-faire. L'Institut vend à l'étranger des techniques aquacoles, réalise des études et forme des spécialistes étrangers.

Aucune de ces activités ne transparaît dans la balance des produits. Elles n'en constituent pas moins un pari sur l'avenir, notamment en ce qui concerne la formation de cadres qui, par la suite, seront des partenaires des professionnels français.

Il ne s'agit pas ici de faire l'inventaire des actions de recherche de l'Institut, mais

de montrer que non seulement le déficit est pris en compte, mais encore que les questions plus fondamentales pour le devenir du secteur sont au centre des recherches.

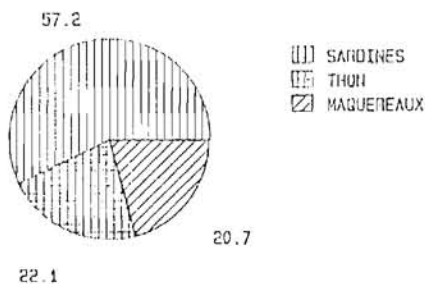
Les enjeux sectoriels

L'activité de pêche maritime requiert des investissements qui l'apparentent à l'industrie lourde. La production en volume est restée stable au cours de la dernière décennie, mais sa structure s'est modifiée, avec une part sans cesse croissante d'espèces de valeur élevée, coquillages et crustacés notamment : sa valeur en francs constants a augmenté de 25 % au cours de la même période.

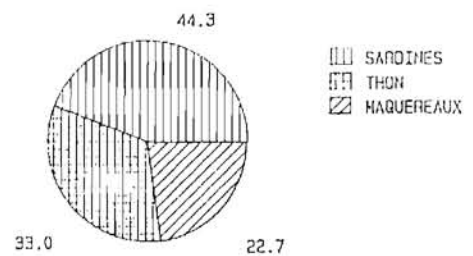
La pêche maritime, entre 1950 et 1983, a perdu les deux tiers de ses marins, la moitié de ses navires ; mais la puissance motrice totale a plus que doublé et la valeur débarquée par marin (en francs constants), a plus que triplé au cours de la même période.

Évolution de la structure de la consommation de conserves de 54 à 84 (source SCSC)

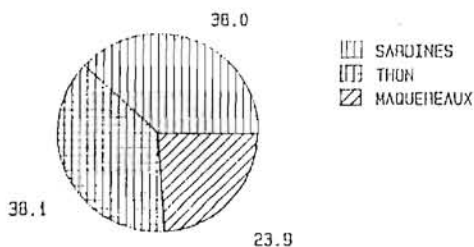
CONSOMMATION DE CONSERVES EN 1954 (%)



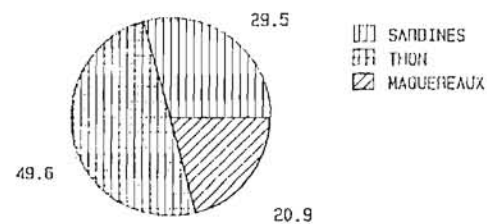
CONSOMMATION DE CONSERVES EN 1964 (%)



CONSOMMATION DE CONSERVES EN 1975 (%)



CONSOMMATION DE CONSERVES EN 1984 (%)

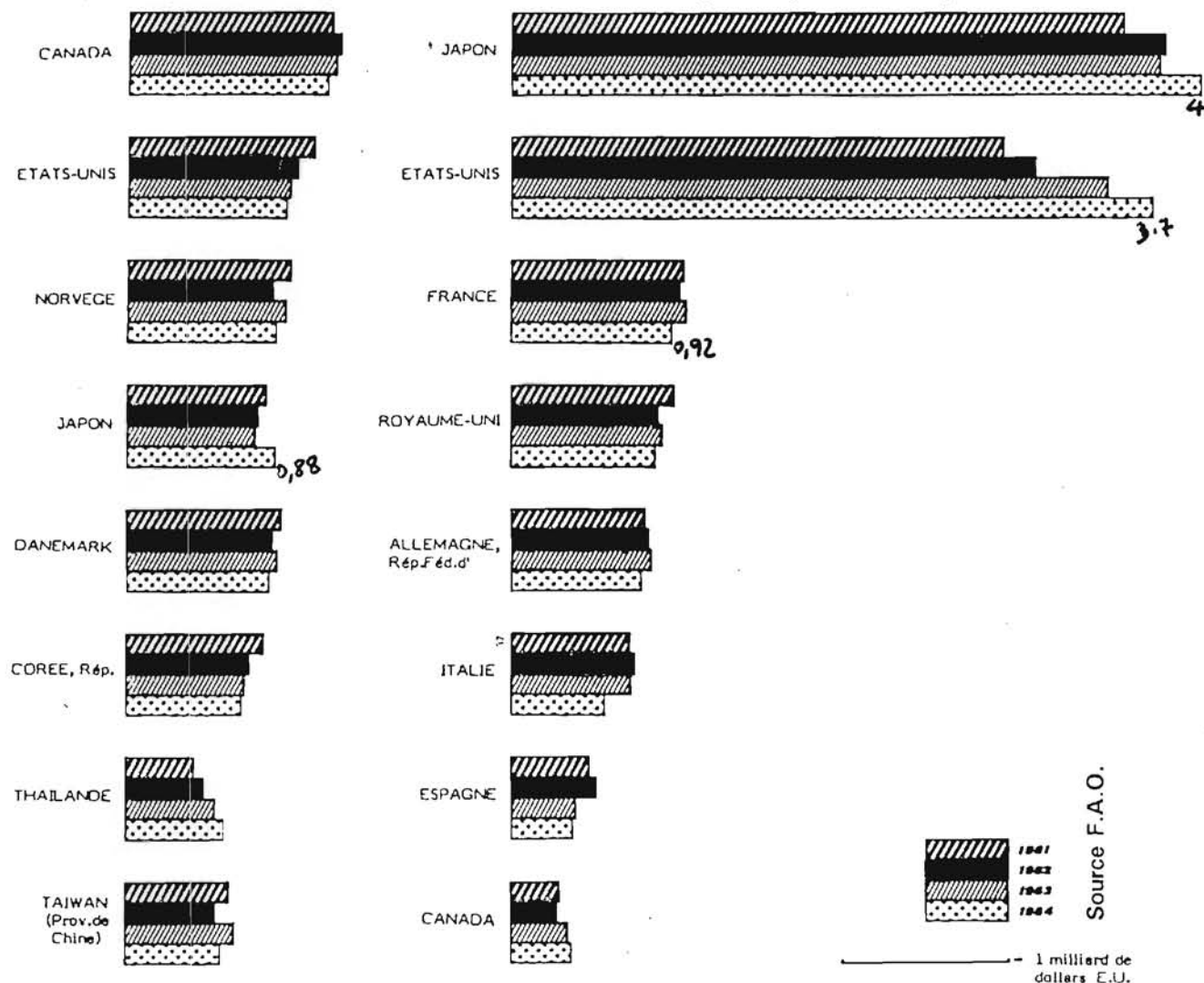


Principaux exportateurs de poisson

Principaux importateurs de poisson

Principaux exportateurs de poisson

Principaux importateurs de poisson



Dans tout autre secteur, cette dynamique à allure de "restructuration" pourrait paraître saine. Mais la pêche s'exerce sur des ressources renouvelables et de ce fait la dynamique engagée risque d'être sans fin ; elle conduit à toujours moins d'emplois et de bateaux, pour des investissements sans cesse accrus. Le

La dynamique de la pêche maritime peut se résumer ainsi : le maintien des rendements dans une exploitation intense des stocks, se fait au prix de :

- la disparition d'unités de pêche.
- une utilisation sans cesse accrue de progrès techniques à bord des unités restantes,
- une diminution des emplois
- la recherche d'espèces nobles en proportion croissante.

caractère socialement (et économique) insupportable de cette évolution, entraîne un besoin impératif de soutien public. Les aides au secteur de la pêche atteignent près de 9 % de la valeur au débarquement et ont été multipliées par plus de 9 entre 1966 et 1982 en francs constants.

Lorsqu'une ressource renouvelable est pleinement exploitée, tout accroissement de l'investissement global se traduit par une diminution des profits unitaires ; non seulement la collectivité nationale ne tire plus de profit de sa propriété sur la ressource, celui-ci étant dissipé par le mode d'exploitation, mais encore doit-elle de plus en plus intervenir en soutien de ce mode d'exploitation.

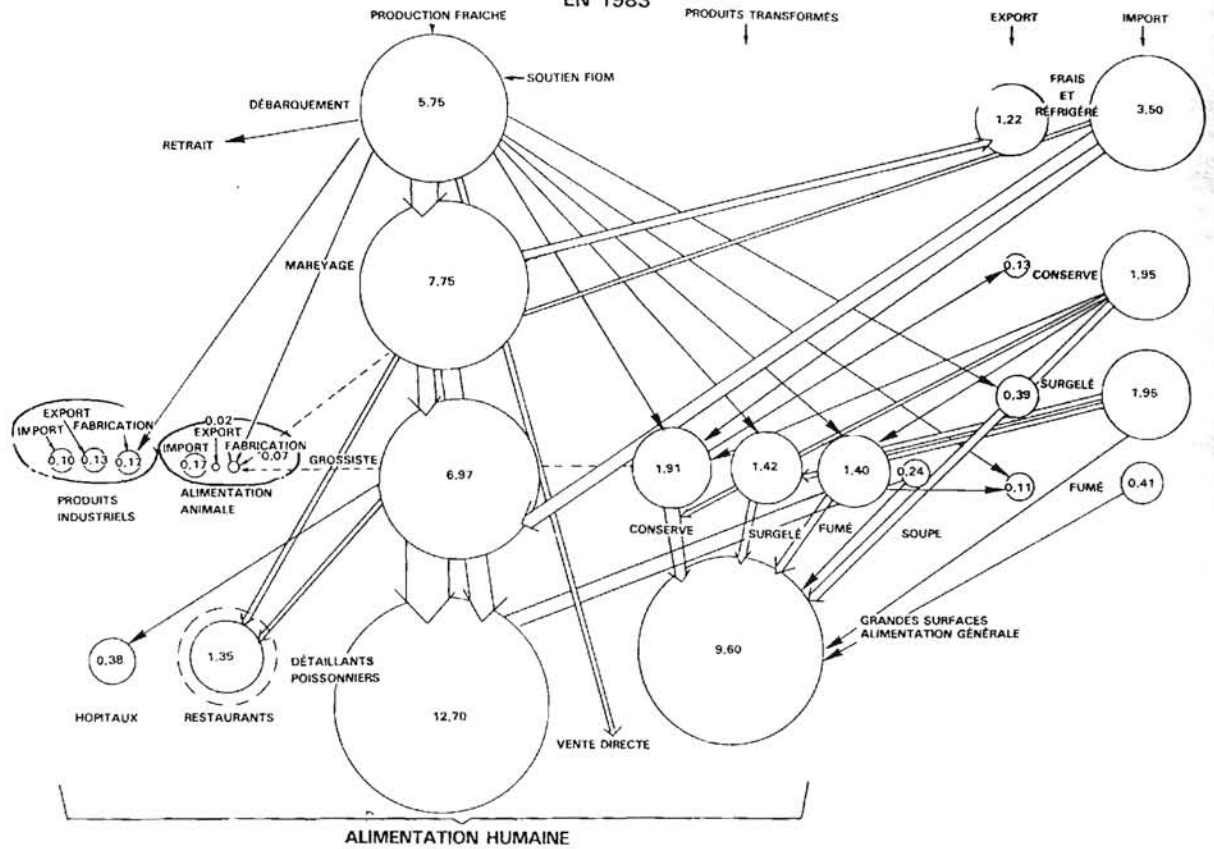
Cette dynamique peut et devrait être

inversée, par des mesures d'aménagement conduisant à une meilleure adéquation des capacités de capture aux capacités biotiques des ressources exploitées et par de nouveaux modes d'allocation de la ressource : tel est l'enjeu principal des pêches maritimes pour le futur.

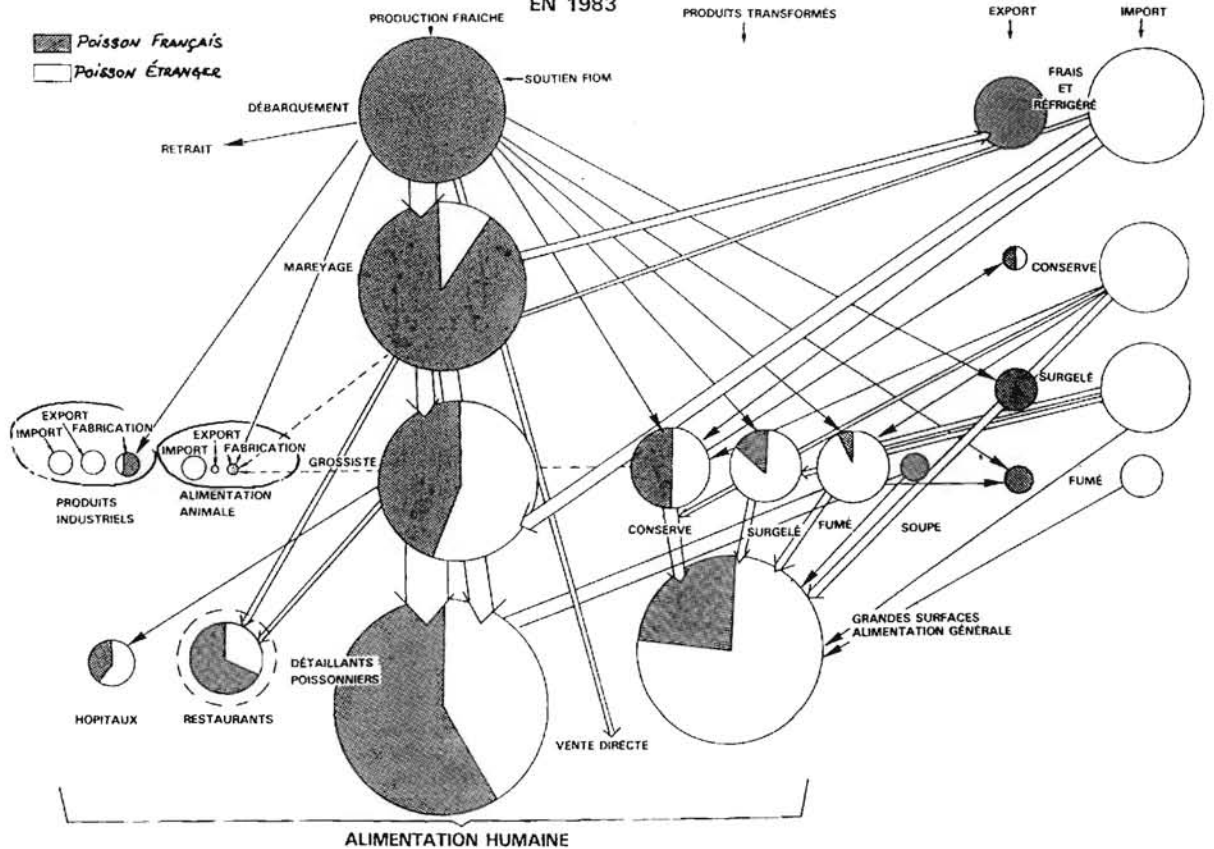
Le pari est qu'il serait possible de gérer les activités de pêche de telle sorte que cette dynamique de la catastrophe soit brisée ; qu'il serait possible de restaurer la santé des entreprises de telle sorte que l'efficacité des subventions soit elle-même restaurée dans un premier temps, puis que ces subventions deviennent moins nécessaires dans un second temps.

L'importance de l'enjeu (qui n'est pas seulement national, mais se pose au

CHIFFRE D'AFFAIRES TTC (GF) A CHAQUE STADE DE LA FILIÈRE EN 1983



ORIGINE DU POISSON A CHAQUE STADE DE LA FILIÈRE EN 1983



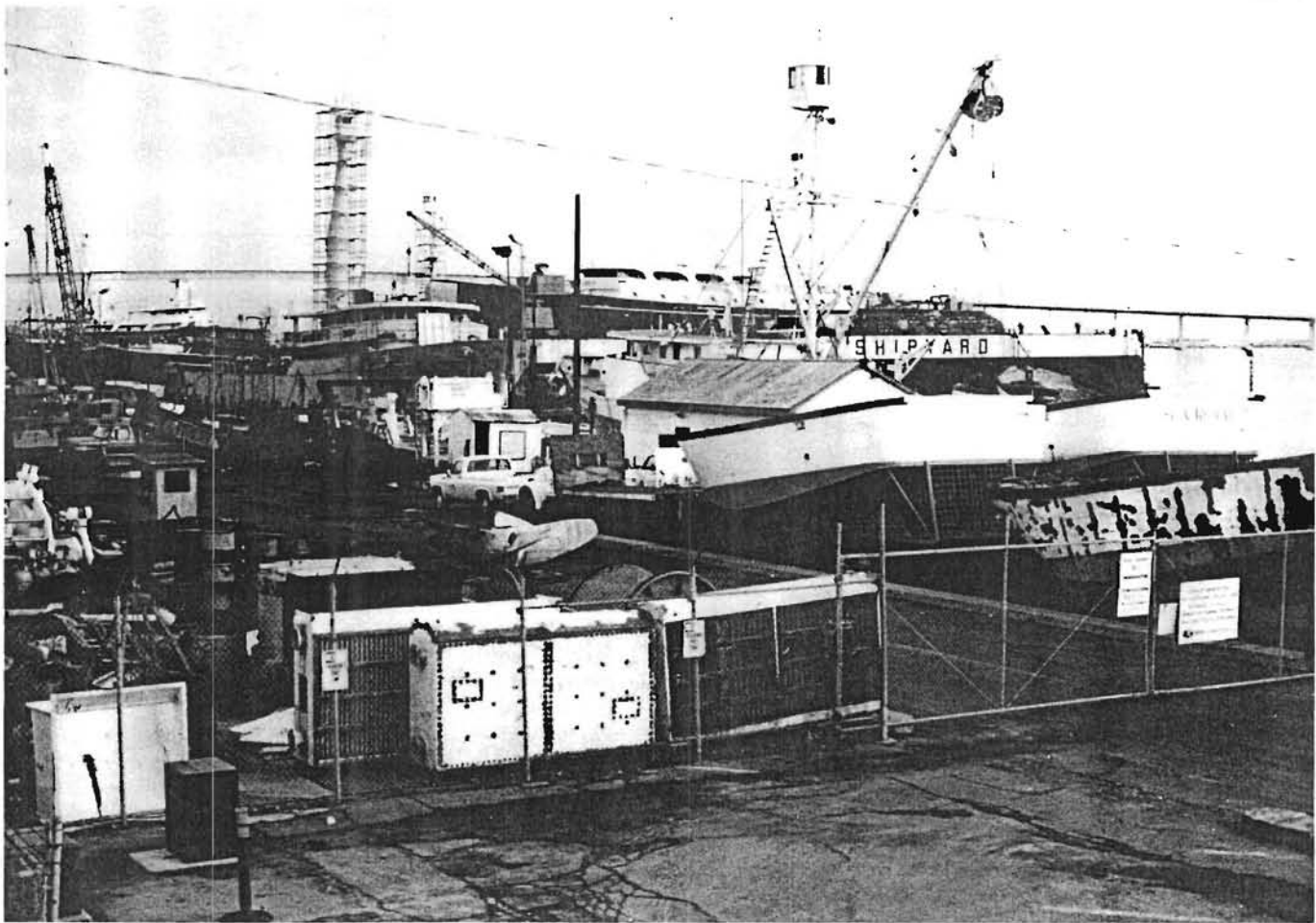


Photo Bernard Gilly / Ifremer - Paris

niveau européen et au niveau mondial) justifie amplement une concentration et un accroissement des efforts en ce sens :

- au plan bio-économique, par l'exploration, très complexe, des diverses méthodes possibles de gestion du couple flottilles-ressources. Il s'agit des programmes en recherche halieutique et en recherche économique.
- sur un plan plus économique, de

mieux comprendre les relations entre investissement, productivité et emploi dans la pêche et les cultures marines. Cette connaissance impliquant des travaux sur l'ensemble de la filière produits de la mer, de la capture à la consommation.

En conclusion, lorsqu'on parle de déficit commercial, on se situe au niveau national, en référence aux grands équilibres macro-économiques, comme lorsqu'il est question de taux de croissance ou de

taux d'inflation. Il s'agit donc d'une question importante, mais plus pour l'économie nationale que pour le secteur d'activités. Et cette question renvoie autant à la consommation qu'à l'activité de production. Lorsqu'on s'interroge sur le devenir du secteur pêche et cultures marines, les questions essentielles sont celles de la santé économique des entreprises et de la création de richesse, dont dépendent les emplois et la survie des activités.

Jacques Weber
Département
"Stratégies de Développement
et d'Aménagement"
IFREMER/Paris

Pour en savoir plus :

- Comité Central des Pêches Maritimes : Rapports sur le commerce extérieur des produits de la pêche.
- E. MEURIOT : Tendances à Long Terme de la Consommation des Produits de la Mer en France - IFREMER, DRV/SDA, 1985.

- E. MEURIOT : Tendances à Long Terme de la Production des Pêches Maritimes en France. IFREMER, 1985.

- B. GILLY et E. MEURIOT : Une vue d'ensemble des sous-branches apper-

tisation et surgélation - IFREMER, 1985.

- D. L'HOSTIS : La balance commerciale des produits de la mer en France. IFREMER, 1985.